

JEAN-PAUL LECOQ, (DÉPUTÉ FRANÇAIS À PROPOS DU PPA-CI) :

«Le PPA-CI, c'est l'espoir des Ivoiriens et des Africains»

Jean-Paul Lecoq, député du Parti communiste français, a pris la parole au nom de son parti, au congrès constitutif du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI). Il s'est confié au journal *Le Temps*. Interview.

Comment doit-on interpréter votre présence au congrès constitutif du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire du Président Laurent Gbagbo ?

J'étais présent à ce congrès constitutif au titre du Parti communiste français. Notre parti a été toujours solidaire du combat qui était mené en Côte d'Ivoire sur les questions démocratiques, de lutte pour la quête d'indépendance. Le Parti communiste français a été toujours sensible au combat du Président Laurent Gbagbo. Et à son engagement. Raison pour laquelle, le Parti communiste m'a demandé de le représenter à ce congrès. Parce qu'à mon niveau, j'avais aussi un combat sur les événements en Côte d'Ivoire avec l'arrestation de Laurent Gbagbo. J'ai été la voix discordante au sens du terme, à l'Assemblée nationale où tout le monde était aux côtés de Nicolas Sarkozy. J'étais le seul dans l'hémicycle à interpellier et intervenir en disant que la France n'a pas le droit de faire ça. Les deux conjugués, c'est-à-dire, le Parti communiste et Jean Paul Lecoq qui intervenait en solidarité avec Laurent Gbagbo à l'Assemblée nationale. Donc j'avais ma place à ce congrès constitutif.

Quels commentaires faites-vous sur le nouveau parti du Président Laurent Gbagbo ?

C'est bien fait de créer ce nouveau parti. J'ai été impressionné par Laurent Gbagbo lui-même, par ses idées. Il y avait quelque chose de Mandela chez Laurent Gbagbo, à ce congrès. Idem dans les semaines qui ont précédé son retour au pays. C'est-à-dire, qu'il y avait une dimension de non-vengeance. Et une dimension de faire avancer son peuple. Quand je dis son peuple, c'est à la fois les Ivoiriens, mais à la fois, le peuple d'Afrique. Les années d'enfermement, de prison, il a



Jean-Paul Lecoq : «C'est assez de courage» pour Laurent Gbagbo. (Ph. Attéby JM)

déjà en esprit, son utilité à sa sortie. Ce que qu'on a vécu à l'occasion du congrès. Comment on crée un parti utile à la fois aux Ivoiriens? Et un parti utile aux Africains. D'autres pays pourront se retrouver. C'est intelligent. C'est assez de courage. Je pense qu'il a bien réfléchi les choses. Il est très ouvert.

En quoi ce parti est-il utile, pour la Côte d'Ivoire et pour l'Afrique ?

C'est utile, parce qu'il pose des vraies questions. Il a posé la question de la monnaie par exemple, de l'Indépendance en expliquant que beaucoup de pays africains savaient gérer leur monnaie. Pourquoi les ex-colonies ne sauraient pas gérer leur monnaie? Il a expliqué que les pays détenaient la richesse et des compétences. L'Afrique est un continent très riche. Et que les Africains pourraient gérer aussi cette situation. Plutôt que d'être dans des accords gagnant, pour les occidentaux. Et perdant pour l'Afrique, pour l'exploitation. Il a montré tout cela, dans la création de son parti. Et puis, il s'est mis à disposition, vous l'avez entendu comme. Pas forcément lui. Mais possible avec lui s'il y avait possibilité de

faire avancer les choses en Côte d'Ivoire. Il n'est pas en quête du pouvoir pour lui-même. Il était en situation de mettre un outil à disposition des Ivoiriens, des démocrates et progressistes ivoiriens.

Comment le Parti communiste français attend collaborer avec ce nouveau parti du Président Laurent Gbagbo ?

On a toujours été à disposition. C'est-à-dire, on n'a jamais cherché à donner la leçon à qui que ce soit. Par contre, on est à disposition. Les rencontres que j'ai eues avec les parlementaires du parti de Laurent Gbagbo, il y avait la question de beaucoup de formations techniques sur les dimensions économiques, les gestions des communes, de démocratie participative et d'action qu'on peut apporter en tant qu'idéal communiste. On est à disposition. Si les camarades veulent qu'on échange sur ces sujets, de nos expériences, dans les communes qu'on gère, on sera là. Après, il y a la dimension internationale du combat.

Comment ?

C'est-à-dire, de là où on est en tant que communistes français, on doit combattre en France, le fait de la tentation de colonisation économique, monétaire soit combattu de chez nous. Cela nous met en situation de solidarité avec ceux qui en Afrique, militent pour que les choses changent.

Un mot sur l'idée de panafricanisme et de souverainisme que prône le Président Laurent Gbagbo ?

Je ne dirai jamais aux Africains ce qu'ils doivent faire. Parce que c'est aux Africains de décider. Il se trouve que l'idée de dire que le continent doit trouver les moyens de s'organiser entre pays africains et en considérant qu'ils peuvent en tant que continent, peser et exister dans le concert des grandes puissances dans le monde, c'est une bonne idée. Parce que l'Afrique ne sera pas une puissance conquérante comme le sont les autres. Les Chinois, Européens, Américains, Russes, sont toujours dans l'idée de gagner du terrain, de gagner quelque chose. Les Africains n'en sont pas là. Ils ont tellement subi

que proposé par Laurent Gbagbo, ne sera terre d'enrichissement pour certains grands monopoles français, d'une société multinationale. C'est bon pour l'Afrique. Mais ce n'est pas bon pour eux. Evidemment, cela va déranger une certaine France. Je pense que le peuple français n'a aucune raison de voir les choses en mal. Au contraire, je crois que c'est le pouvoir de coopérer. Voir une Afrique qui s'enrichit à son niveau. Et qui a les moyens à son niveau. Et qui permettra de faire des échanges. On a des villes qui sont jumelées avec des villages d'Afrique. Souvent, les échanges marchent que dans un sens pour des questions financières. Les Français vont là-bas. C'est compliquer financièrement pour les Africains de venir en France. Si demain, le pari de Laurent Gbagbo réussit, on sera plus d'égal à égal. Cela mettra du temps. Il faut croire. En tout cas, cela ne dérange pas toute la France. C'est sûr que les puissances financières et politiques doivent être dérangées par ce qui se passe. C'est pour cela d'ailleurs, connaissant les idées de Laurent Gbagbo qu'ils lui ont fait tant de mal.

Dans votre discours à l'ouverture du congrès constitutif du PPA-CI, vous avez dit que ce congrès est celui de l'unité pour la Gauche ivoirienne, pour les démocrates ivoiriens. Ainsi que pour le peuple ivoirien, et donc un congrès d'espoir...

C'est vrai. Parce que les idées qui sont développées sont des idées qui ont été étouffées à l'occasion des événements en Côte d'Ivoire, l'arrestation de Laurent Gbagbo, des années d'emprisonnement. Les forces françaises et étrangères ont cherché à étouffer l'idéal qui était en train de se mettre en route, en Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo l'a rappelé dans son discours. Je l'ai

SI DEMAIN, LE PARI DE LAURENT GBAGBO RÉUSSIT, ON SERA PLUS D'ÉGAL À ÉGAL.

qu'ils chercheront d'autres valeurs humaines. Cela fait partie de mes rêves. C'est de voir l'Afrique se réveiller.

Est-ce que cette idée du Président Laurent Gbagbo ne va pas déranger la France ?

Bien sûr. Cela va déranger la France. Pas toute la France. Cela va déranger les puissances financières de la France. Idem pour les puissances politiques qui ont contact avec les puissances financières. L'idéal africain tel

rappelé dans le mien. Il y avait des choses qui se mettaient en place au moment où il y a eu l'intervention de Sarkozy avec l'installation de Ouattara. Ces choses n'ont pas pu se mettre en place que ce soit des questions de santé, sociales, intéressantes pour les Ivoiriens. Le fait de retrouver un parti qui est un parti de porte-parole des espoirs des Ivoiriens. C'est l'espoir pour les Ivoiriens. Mais aussi pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique en général. C'est bien d'avoir des moments comme ça où les choses sont dites avec franchise, honnêteté sans calcul. C'est important. Son attitude était importante, lors de son discours. On était dans un discours sur les idées. Et cela change dans un discours, "je veux le pouvoir pour moi". On a vu un discours sur le contenu de quoi a besoin les Ivoiriens et l'Afrique.

Dans votre intervention à ce congrès, vous n'avez pas été tendre avec la France sous Sarkozy...

Je n'ai pas été tendre parce que sous Sarkozy, on ne peut pas dire que la France s'est conduite de manière extraordinaire. Sarkozy, avec ses amis Bolloré et d'autres, soutient un pouvoir économique, le pilage de l'Afrique. Et tous ceux qui se dressent contre cette idée en sont pour leur vie parfois. En Irak, on est allé assassiner Saddam Hussein, sous prétexte qu'il y avait des armes de destruction massive. On les cherche encore. Après, c'est la Lybie qui a eu droit à l'assaut, Sarkozy était au cœur de cette opération. Parce qu'il y avait un pays africain qui s'est dressé contre les multinationales qui voulaient garder les richesses, pour son peuple. Tous ceux qui se dressaient face au pouvoir des multinationales, se retrouvent face à l'Armée française ou à l'armée internationale conduite par l'Etat français. Sarkozy était à la manœuvre à chaque fois. Ouattara, c'était le pion de Sarkozy. C'est lui qui l'a choisi.

Pourquoi être opposé à l'intervention militaire de la France en 2010, en Côte d'Ivoire?

C'est parce qu'on n'a rien à faire en Afrique d'une manière générale. On n'a pas à se mêler. De quel droit l'armée

étrangère viendrait à l'appel d'un Président ? De quel droit vous vous ingérez dans la vie politique d'un pays ? Je ne reconnais pas ce droit. C'est le ministre Kouchner qui disait l'ingérence humanitaire. Je ne reconnais pas ce droit. Ce n'est pas avec l'armée, pour installer les gens au pouvoir. Je ne reconnais pas à mon pays, le droit de le faire.

Pourquoi dites-vous que le procès du Président Laurent Gbagbo était une honte, pour la Justice internationale ?

Au niveau de la justice, il y a des règles élémentaires qui sont la présomption d'innocence. Et Laurent Gbagbo a toujours été, dans l'espace de présomption de culpabilité. Il fallait chercher à démontrer qu'il était coupable de quelque chose. Puisqu'on l'avait arrêté. On avait installé un autre Président. On a passé des années à enquêter à charge. Malgré le fait que l'enquête se menait à charge contre Laurent Gbagbo, ils n'arrivaient pas à trouver des éléments tangibles, pour procéder à sa condamnation. Quand on a une Justice internationale qui a du mépris

A CHACUN D'ÉCRIRE SON MODÈLE DANS LEQUEL, IL A ENVIE DE VIVRE.

pour les normes internationales et agit à charge, on n'est plus dans le côté équilibré que doit avoir la justice, c'est ce qui s'est passé. Quand on a quelqu'un qui est innocenté dans un premier temps, même si le procureur fait appel, il doit être libéré. C'est la règle. On a gardé Laurent Gbagbo. En résidence surveillée. Et c'est inadmissible.

Et pourquoi ?

C'est pour permettre à Ouattara de se faire réélire. Et d'adapter la Constitution comme le font souvent, les dirigeants autoritaires à sa volonté de rester au pouvoir. Je suis un observateur. Je ne m'autorise pas à faire de l'ingérence. Mais en tant qu'observateur étranger, je considère que la justice a été quelque part complice des manœuvres qui ont lieu en Côte d'Ivoire.



Jean-Paul Lecoq est pour des rapports francs entre l'Afrique et la France. (Ph. Attéby JM)

Partagez-vous l'idée de ceux qui pensent que la Cour pénale internationale doit être réformée ?

Oui. Je l'ai dit dans mon discours. Il faut qu'elle soit réformée au regard de ce que j'ai expliqué. C'est-à-dire, dans la façon de désigner le juge, de gérer son indépendance vis-à-vis des Etats. Un membre de l'Onu m'avait dit que la politique de l'Onu, c'est la politique de ceux qui financent. Il faut s'assurer d'une parfaite indépendance des juges. C'est compliqué. Ce n'est pas si simple.

Parce que ce soit pour toutes les cours de justice, la notion d'indépendance des juges, c'est la chose la plus difficile à obtenir. Pour l'instant, elle n'a pas démontré qu'elle était au-dessus de tout soupçon.

Votre parti est opposé aux accords de dépendance économique, monétaire et militaire. Peut-on en savoir les raisons ?

On n'est pas opposé par principe. On est opposé à ce qui est fait actuellement. Parce que ce sont des accords qui sont toujours des accords de domination, même s'ils sont présentés comme d'égal à égal. Ce sont toujours la France et les multinationales qui se servent. Ils prennent une partie de la richesse africaine sans en payer le prix. C'est ce qui ne convient pas. La présence militaire ne peut

être plus de garantie à un certain type de pouvoir, dans les pays africains. On n'a rien à faire en Afrique de manière militaire. Elle peut instruire, aider les pays dans l'instruction militaire, du savoir-faire. Je pense que les pays africains peuvent trouver les moyens, pour assurer leur sécurité. Et l'assurer eux-mêmes. Au nom de quoi les puissances étrangères vont assurer la sécurité des pays africains ? Donner les moyens aux pays africains d'être totalement indépendants, pour assurer la sécurité de leurs frontières. Et de choisir le modèle démocratique qui leur convient. Et pas forcément le modèle occidental. Je ne cite pas la démocratie française comme exemple.

Ah bon !

Ce n'est pas forcément le pays démocratique aujourd'hui. Même si cela apparaît comme ça. Parce qu'il y a la liberté de la presse. Sauf que la liberté de la presse, ce sont quelques journaux qui restent indépendants. Tous les autres sont dans le groupe Bolloré... Tous sont sous le même propriétaire. La notion de liberté de presse est assez limitée. Il faut que l'Afrique invente sa démocratie avec son histoire, sa culture. Quand je vais en Afrique et que j'entends les sages qui ont encore du pouvoir, pour exprimer des choses, je trouve que cela fait partie de la culture. Et cela doit avoir un sens dans la démocratie. Je pense que c'est un important. A chacun d'écrire son modèle dans lequel, il a envie de vivre. Bon coura-

ge pour les Ivoiriens. Parce que c'est à eux d'écrire le modèle dans lequel ils veulent vivre.

Le Président Laurent Gbagbo dit qu'il fera la politique jusqu'à sa mort...

Il a vécu des années de prison, au nom de son engagement politique, de son idéal. C'est un militant parmi les militants. C'est comme cela, il s'est présenté, lors de son discours. Il a toujours milité pour les idées. Je pense comme beaucoup de militants continueront à l'endroit où ils sont avec lui. Et à l'endroit où il sera. Quand vous vivez toute une vie, pour défendre les idées, il faut aller jusqu'au bout. Il faut aller jusqu'au dernier souffle. C'est bien.

Il a promis de former les gens avant de laisser la place...

Il a dit qu'il faille former la jeunesse. Et qu'il fallait faire confiance à la jeunesse. En même temps qu'il a dit cela, il a calmé les ardeurs de la jeunesse. Pour Laurent Gbagbo, la jeunesse doit avoir sa place. Il faut la former. Il s'est positionné comme De Gaulle. Il a pris l'exemple de De Gaulle. On est allé chercher le Général De Gaulle, pour qu'il devienne Président de la République française. On lui a dit qu'on avait besoin de lui. Et c'était à un moment donné, de l'histoire de la France. Si on a besoin de Laurent Gbagbo à un moment donné, de l'histoire de la Côte d'Ivoire, il sera disponible. Il ne dit pas que c'est impérativement moi. Il dit : «Je crée l'outil. Je défends les idées. Je les vois grandir. Je suis à disposition». C'est bien. J'aime l'idée que chacun prenne lui-même ses affaires en main. C'est-à-dire, que chacun s'engage dans l'avenir politique de son pays. Et ne soit pas dépendant de qui que ce soit. L'idéal des Ivoiriens, c'est de penser par eux-mêmes, de construire une société ivoirienne qui pourra prendre part dans les différentes sociétés qui vont se construire, en Afrique. Il faut qu'on ait une Afrique qui commence à prendre le pouvoir sur ses terres. Que les Africains prennent leurs affaires en main.

Interview réalisée par : Yacouba Gbané yacou06336510@yahoo.fr